

FEMMES EN LUTTES



Bulletin féministe
des jeunes du NPA
de la région parisienne

#01 // décembre 09

contact-jeunes@npa2009.org

Le combat féministe est toujours d'actualité...

ÉDITO

... 80% des temps partiels sont occupés par des femmes / elles sont plus touchées par le chômage / elles touchent 30% de moins que les hommes à travail égal / 1 femme consacre en moyenne 3h30 par jour aux tâches ménagères contre 2h pour les hommes / 1 femme meurt tous les 2 jours 1/2 sous les coups de son conjoint ...

Les inégalités existent toujours

Depuis des années, on nous raconte que le combat féministe est dépassé et que les inégalités hommes/femmes se sont évaporées. Pourtant les chiffres restent alarmants. Actuellement, le gouvernement Sarkozy-Fillon s'attaque clairement aux droits des femmes en bradant le Planning familial (structure d'accueil, de soins et de prévention santé & sexualité) en diminuant leur

subvention quasi de moitié ; il ne fait rien pour stopper les suppressions des centres IVG ce qui constitue une attaque claire pour limiter le droit à l'avortement. Enfin, le climat de crise économique génère une pluie de plans de licenciements dans lesquels les femmes sont en première ligne car elles occupent souvent les emplois les plus précaires.

Lutter pour une société débarrassée des oppressions

Pour notre génération, les droits (avortement, contraception,...) arrachés durement par les luttes des femmes sont des acquis exceptionnels. Pourtant, ils sont sans cesse remis en cause par nos dirigeants et leurs complices de l'extrême droite prônant un retour à l'ordre moral. Nous devons continuer à lutter pour l'égalité hommes/femmes, pour le droit des femmes à disposer de leurs corps, contre le sexisme ambiant dans toutes les sphères de la société (médias, pub, lycées, facs, lieux de travail...) et pour de nouveaux droits. Le système capitaliste profite de ces inégalités pour nous diviser, pour nous précariser davantage. Nous devons nous attaquer au système et lutter pour une autre société débarrassée des oppressions qui nous affaiblissent.

Reconstruisons le mouvement féministe

Le 17 octobre dernier (une journée d'action national féministe) nous a permis de nous mobiliser pour réaffirmer l'égalité. Cette date n'est pas suffisante, nous devons porter dans l'ensemble des luttes cette revendication et renforcer le mouvement des femmes pour leur émancipation réelle.

SOMMAIRE

-Pour le droit à disposer de notre corps
-Les droits des femmes menacés par les fermetures de centres IVG :
Sauvons Tenon !

-Les ravages de leur crise
-Elles travaillent ici, elles vivent ici... elles restent ici !
-Le machisme tue ! La lutte paye !
-Pour lutter contre le SIDA, tou-te-s dans la rue le 1er décembre !

Qui sommes-nous ?

Nous sommes des jeunes du NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste), et nous travaillons pour l'essor du mouvement féministe. Le NPA s'est doté de commissions intervention féministe dont l'objectif est de sensibiliser, informer, réfléchir et agir, à l'intérieur comme à l'extérieur du parti, notamment dans des cadres unitaires, sur tout ce qui concerne la lutte contre l'oppression des femmes.

Nous estimons que seule la fin du système actuel d'exploitation et d'oppression peut réellement changer la condition féminine. Dans le système capitaliste, les femmes sont utilisées comme main d'œuvre gratuite au sein de la famille pour éviter de développer les services publics, et comme variable d'ajustement sur le marché du travail. Les violences, parfois renforcées par l'homophobie ou le racisme, sont toujours aussi répandues ; le sexisme et le harcèlement sont quotidiens. Nous sommes solidaires des femmes du monde entier.

Notre lutte contre l'oppression des femmes fait donc partie du combat pour une autre société débarrassée de toutes formes d'exploitation et d'oppression, d'inégalités et d'injustice. Nous soutenons et prenons part à toutes les luttes allant dans ce sens.



La libération des sexualités, le droit à l'avortement et la contraception gratuite ont changé la vie de millions de femmes. Ces acquis des luttes des années 70 sont sans cesse remis en cause.

Défendons le planning familial, un lieu indispensable pour les jeunes

Le Planning Familial reste le lieu privilégié d'aide, d'information, d'écoute ouvert à tou-te-s. Il est issu des luttes féministes qui obtinrent, par la rue, les lois sur la contraception en 1967 et la dépénalisation de l'avortement en 1975. Désormais le Planning est parfois habilité à pratiquer des IVG médicamenteuses (jusqu'à 7 semaines de grossesse) qui permet d'étendre le droit à disposer de son corps. L'an dernier le Planning a été menacé de coupes budgétaires graves. Une forte mobilisation a permis de commencer à enrayer ce processus de désengagement de l'Etat.

Pour la gratuité des moyens de contraceptions

Nous nous battons pour la défense des centres de planification : pour qu'ils continuent à promouvoir l'expression de nos désirs, la sexualité comme droit de la personne, quelle que soit son orientation sexuelle ; qu'ils poursuivent leur accompagnement dans le choix de contraception adaptée à son âge, à son mode de vie et tenter d'en favoriser l'accès à toutes ; à écouter et orienter les femmes dans leur demande d'IVG.

La nouvelle pilule du lendemain, *EllaOne*, est un progrès puisqu'elle peut marcher jusqu'à 5 jours après le rapport à risque. Mais il est prévu de la commercialiser « en septembre sans attendre l'accord pour le remboursement par la sécurité sociale ». Or elle est beaucoup plus chère que la *Norlevo* : jusqu'à 50 euros selon les pays! C'est la galère pour les femmes les plus pauvres!

Face à l'ordre moral, nos désirs font désordres

Derrière la volonté de faire des économies sur tout, il y a aussi le retour à l'ordre moral. Ils veulent que les femmes restent des usines à bébés ! Mais la poule ne veut plus pondre ! Il faut se battre pour préserver nos acquis, revendiquer le libre choix de sa sexualité et d'avoir des enfants où on veut, quand on veut et si on veut. Pour que le droit à disposer de son corps reste un droit pour toutes les femmes, continuons à nous battre!

Les droits des femmes menacés par les fermetures de centre IVG : *Sauvons Tenon !*



Depuis quelques mois, 3 centres d'IVG autonomes (Jean Rostand, Broussais, Tenon. Un 4ème devrait suivre : le Centre d'Avicenne à Bobigny) ont fermé leurs portes. A eux seuls, ces 4 centres assuraient un quart des IVG en Ile de France. Pour le gouvernement, il s'agit de rentabiliser l'hôpital par des regroupements de structures qui – sous couvert d'efficacité – se traduisent par autant de restrictions budgétaires, d'économies de moyens et de personnel, au détriment de notre santé. Désormais, les femmes nécessitant une IVG doivent

chercher un autre centre pour les accueillir, et voient les délais d'attente s'allonger (3 semaines aujourd'hui en région parisienne). Dans ce contexte, qu'en est-il vraiment du droit à l'avortement quand le droit à la santé est remis en cause par la recherche de rentabilité ?

En effet, ce démantèlement des centres d'IVG est la conséquence de la libéralisation des hôpitaux, désormais soumis à une logique de rentabilité et de tarification à l'activité. Ces centres sont fusionnés avec les services de gynécologie/obstétrique, au sein desquels l'IVG, considérée comme non rentable, est loin d'être une activité prioritaire. Cette restructuration a de graves conséquences pour les femmes : délais d'attente importants, non respect des tarifs réglementaires, refus de prise en charge en

particulier des mineures et des étrangères sans-papiers... Parce que l'avortement est un droit fondamental, nous demandons le maintien des structures existantes et l'ouverture de nouveaux lieux dédiés à l'IVG, pour une véritable égalité d'accès de toutes à l'IVG.

Face à cette attaque majeure contre le droit des femmes à disposer de leur corps, la mobilisation s'organise, notamment par la création d'un collectif unitaire pour le maintien du centre d'IVG de l'hôpital Tenon, qui a déjà organisé plusieurs actions : occupation, manifestation...



Les ravages de leur crise

La crise du capitalisme n'est pas finie, c'est toujours: des licenciements en masse et l'augmentation du chômage ! Et les premières touchées sont les femmes car elles occupent les emplois les plus précaires comme les temps partiels ou les CDD. Les jeunes, et notamment les jeunes femmes, sont également au premier plan de la précarité. Et sur le plan des salaires, à travail égal, les femmes touchent en moyenne 30% de moins que les hommes !

Après un licenciement : une reconversion souvent impossible

Après un licenciement, la reconversion est très difficile pour n'importe quel salarié (surtout passé 40 ans). En général, les femmes rencontrent davantage de problèmes pour retrouver un emploi stable ou donnant accès à CDI car elles sont souvent moins qualifiées ou avec moins d'expérience professionnelle. Parfois, la pression de la société pousse de nombreuses femmes à retourner au foyer en arrêtant complètement de travailler. Elles deviennent ainsi plus dépendantes de leur conjoint. Mais les femmes doivent pouvoir choisir de travailler si elles le souhaitent.

Lutter contre la précarité généralisée

Le démantèlement du code du travail, la casse des services publics et la casse des retraites accentuent la précarisation de l'ensemble des salarié-e-s. Les contrats et les emplois sont de plus en plus instables et précaires. Avec la baisse du pouvoir d'achat, nous n'avons plus assez d'argent pour vivre. Et pour les jeunes scolarisés, la casse actuelle de l'éducation visant à déqualifier tous les diplômés et à tirer vers le bas tous les salaires constituent une attaque sans précédent pour construire une future main d'œuvre sous qualifiée et moins chère pour les patrons. C'est pas à nous de payer de leur crise !



Elles travaillent ici, elles vivent ici... elles restent ici !

Depuis le 12 octobre, près de 300 femmes sans-papiers sont entrées en grève pour leur régularisation au côté de plus de 5000 travailleur-r-se-s. Soutenus par les syndicats et les associations, ce mouvement fait suite à la grève engagée le 15 avril 2008 qui avait imposé la régularisation de plus de 700 travailleurs dont 79 femmes, et réclame une circulaire pour nationaliser et améliorer les critères de régularisation par le travail.

Une lutte plus dure encore pour les femmes sans-papiers

Mais 300, cela peu paraître peu et c'est effectivement insuffisant au regard de leur nombre réel, et aussi, de ce que demanderait l'enjeu. Mais c'est déjà beaucoup face aux difficultés que représente pour elles la perspective de s'organiser collectivement. En plus de situations personnelles dramatiques (en-

fants restés au pays, pressions maritales, etc.), la nature même de leur travail et de leur statut pose problème. Très souvent engagées « au noir » sur des services d'aide à la personne, elles ont à subir des conditions de quasi esclavage (« 7 jours sur 7 pour 381 euros par mois » pour Marianne, une jeune sénégalaise). Dans ces situations, les travailleuses se retrouvent souvent isolées, dans l'incapacité de construire un rapport de force et de lutter collectivement. Enfin, la régularisation par le travail au noir et l'aide à la personne restent à ce jour des points de refus catégoriques dans les négociations avec le gouvernement.

Pourtant, les travailleuses sans-papiers sont là. Elles sont même de plus en plus nombreuses à s'engager dans la grève. Et pour elles, l'enjeu est double, ainsi qu'elles le scandaient dans la rue : « travailler, gagner sa vie, c'est conquérir l'autonomie ! »

Leur lutte est la notre

Car la lutte de ces femmes et de ces hommes, de la catégorie la plus exploitée de la classe ouvrière pour échapper à cette traque qui la livre au patronat est aussi une lutte pour l'amélioration des conditions de travail et de salaire. Une lutte pour les tirer vers le haut, au bénéfice de tous les travailleurs. Ces femmes doivent y prendre toute leur place. Pour elles, c'est aussi une lutte féministe, pour tirer vers le haut la condition des toutes les travailleuses.

LUTTER ET S'ORGANISER



Le machisme tue! La lutte paye!

Au travail, dans la rue, à la maison, les violences sont le lot quotidien des femmes. En tant que femmes, nous sommes tous les jours les cibles d'interpellations, de harcèlements, d'agressions verbales, physiques ou sexuelles. En France, une femme meurt tous les deux jours et demi sous les coups de son conjoint, 48 000 sont violées chaque année et des milliers sont victimes de la prostitution. Et cela, parce que nous sommes considérées comme inférieures aux hommes, comme objets. Ces violences font système. C'est le stade suprême de la domination masculine.

Le 25 novembre a eu lieu la journée internationale de lutte contre toutes les violences faites aux femmes. Cette date a été choisie en 1981 en mémoire des trois sœurs Mirabal, militantes dominicaines en lutte contre la dictature de Trujillo et assassinées sous ses ordres.

Partout en France, des actions, manifs et rassemblements ont été organisés à l'initiative de collectifs féministes. Surtout, ça été l'occasion pour le CNDF (Collectif National des Droits des Femmes), avec l'appui de la mobilisation du 17 octobre, de retaper du poing sur la table pour réclamer la loi cadre contre les violences faites aux femmes.

Une fois de plus le gouvernement en profite pour n'en faire qu'un résidu sécuritaire, vidant la loi de son contenu. La prévention, l'éducation, les hébergements d'urgence disparaissent au profit de toujours plus de flics, vidéosurveillances et bracelets électroniques. Il n'hésite pas à se servir de ça pour taper sur les banlieues. Nous rappelons que les violences n'ont ni race, ni classe, ni religion. Elles n'ont qu'un seul maître: le patriarcat, qu'un seul disciple: le capitalisme!

Pour lutter contre le SIDA,
tou-te-s dans la rue
le mardi 1er décembre !

Loin de l'image très masculine du VIH des années 80 comme cancer gay, les femmes représentent plus de 50% des séropositifs dans le monde et 61% en Afrique Sub-saharienne.

On sait que, durant les rapports sexuels, les femmes ont plus de chances d'avoir le sida. Mais la recherche se concentre dans les mains d'hommes et s'adresse essentiellement aux hommes, niant ces spécificités ou se refusant à aller plus loin.

Les pays impérialistes, tels que la France, refusent de régulariser les séropositifs ou même de les laisser poser un pied sur leur territoire (aux Etats-Unis par exemple) car ils représenteraient un danger pour la santé publique. Alors qu'ils sont responsables de l'Etat de dépendance des pays anciennement colonisés dans lesquels les femmes se retrouvent souvent à faire les tâches les plus précaires

mais ont peu la possibilité de refuser un rapport sexuel non protégé, ou même un rapport sexuel tout court.

Les femmes sont aussi les moins bien loties dans les pays impérialistes puisque, étant une valeur d'ajustement pour les capitalistes, elles représentent une grande partie du travail domestique non rémunéré mais aussi des temps partiels. Du coup, les difficultés économiques s'accumulent dès qu'elles commencent un traitement. Traitement qui va devenir de plus en plus coûteux et va demander de plus en plus de temps au vu de la spécialisation des hôpitaux et la logique de rentabilité instaurées par la loi HPST, en plus des coupes budgétaires pour la santé. Par ailleurs, cette orientation gouvernementale a également tenté de diminuer le budget du Planning Familial de 40% cette année, c'est-à-dire de faire obstacle à l'un des plus importants centres de diffusion de la prévention du pays.



NPA

JEUNES
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE